

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
8 mars 2010

Original : français

**Lettre datée du 25 février 2010 adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Guinée
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Sur instructions du Gouvernement guinéen, j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint le communiqué final de la onzième réunion du Groupe international de contact sur la Guinée, tenue à Conakry le 22 février 2010 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité, au titre du point intitulé « Consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest ».

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Alpha **Ibrahima Sow**



**Annexe à la lettre datée du 25 février 2010 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
de la Guinée auprès de l'Organisation des Nations Unies**

[Original : anglais et français]

**Onzième réunion du Groupe international
de contact sur la Guinée**

Conakry le 22 février 2010

Communiqué final

1. La onzième réunion du Groupe international de contact sur la Guinée s'est tenue à Conakry, le 22 février 2010¹,
2. Le Groupe a écouté les communications du Premier Ministre de transition, de la Présidente du Conseil national de transition (CNT), du porte-parole du Forum des Forces vives, du Ministre de l'administration du territoire et des affaires politiques et du Président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI). Il a également reçu les représentants de l'Alliance nationale pour le renouveau et du Bloc des forces patriotiques de Guinée. Le Groupe a été reçu en audience par le Président de la transition, le général de Brigade Sékouba Konaté.
3. À la suite des présentations et des discussions qui s'en sont suivies avec les différents interlocuteurs, le Groupe a procédé à une évaluation de l'évolution de la situation politique et sécuritaire en Guinée depuis sa dixième réunion tenue à Addis-Abeba, le 26 janvier 2010. Il a salué la formation du Gouvernement d'union nationale de transition, la désignation du directoire du CNT, la finalisation du budget électoral, ainsi que les propositions de calendrier électoral faites par la CENI.
4. Le Groupe a félicité toutes les parties prenantes de la transition guinéenne pour leur engagement dans le processus, et les a encouragées à maintenir cet élan pour assurer une transition réussie devant aboutir à la tenue d'élections présidentielles et législatives libres, transparentes et crédibles. Il a également rendu hommage au Président Blaise Compaoré, Médiateur de la CEDEAO, pour ses efforts soutenus en vue de faciliter une transition réussie. Le Groupe s'est félicité, en outre, que toutes les parties prenantes de la transition acceptent de respecter toutes les dispositions de la Déclaration conjointe de Ouagadougou du 15 janvier 2010, document de référence pour la transition. Le Groupe a encouragé, par ailleurs, les

¹ Outre l'Union africaine et la CEDEAO, les organisations et pays suivants ont participé à la réunion : Organisation des Nations Unies, Union européenne, Union du fleuve Mano, Communauté des États sahélo-sahariens, Organisation de la Conférence islamique, Organisation internationale de la francophonie, Banque mondiale; les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU (États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni, France, Fédération de Russie, Chine) et le membre non permanent africain du Conseil, le Nigéria (Président en exercice de la CEDEAO); le Burkina Faso, Médiateur de la crise guinéenne; l'Allemagne, l'Espagne, le Japon, le Canada et le Maroc, comme invités.

parties prenantes à la consolider par tous les moyens appropriés, y compris à travers un accord politique global et inclusif sans que cela ne retarde le rythme de la transition. Il les a aussi exhortées à procéder à la désignation des membres du CNT, et à le doter d'un budget conséquent, dans les meilleurs délais.

5. Le Groupe a pris note du travail accompli par la CENI dans le cadre des préparatifs des élections concernant l'enregistrement des électeurs. Il a exhorté toutes les parties prenantes guinéennes à utiliser ces données comme base pour la finalisation de la liste électorale dans la perspective de l'élection présidentielle proposée pour le 27 juin 2010. Le Groupe a encouragé les parties prenantes à arrêter rapidement un calendrier conforme à celui convenu dans la Déclaration conjointe de Ouagadougou. Dans le même esprit, le Groupe a invité les autorités compétentes à travailler en priorité sur un toilettage limité de la Constitution et du Code électoral, en prévision des prochaines élections.

6. Le Groupe a rappelé que, conformément au point n° 8 de la Déclaration conjointe de Ouagadougou, les membres du CNT, le Chef de l'État intérimaire, les membres du CNDD, le Premier Ministre de transition, les membres du Gouvernement d'union nationale et les membres des forces de défense et de sécurité en activité, ne se présenteront pas à la prochaine élection présidentielle.

7. S'agissant du financement du processus électoral, le Groupe a exprimé sa gratitude à tous les partenaires qui ont déjà contribué au budget électoral, et a exhorté ceux qui ne l'ont pas encore fait, ainsi que ceux qui ne se sont pas encore prononcés, à le faire dans les meilleurs délais. Le Groupe a invité les partenaires techniques et financiers à poursuivre leurs efforts en vue d'aider la Guinée à réussir le processus de transition et l'organisation d'élections crédibles et transparentes. À cet égard, le Groupe a salué l'annonce par le Nigéria d'une contribution de 1 million de dollars des États-Unis au processus électoral. Il a invité les autorités guinéennes gouvernementales à s'acquitter de leur contribution au financement du processus électoral dans les meilleurs délais.

8. Le Groupe s'est félicité du démarrage du programme d'assistance en matière de réforme du secteur de défense et de sécurité par la mission conjointe d'accompagnement composée de la CEDEAO, l'UA et l'ONU, et conduite par le général Lamine Cissé. Il a été informé par la CEDEAO, que l'Union européenne (UE) et d'autres partenaires ont été invités à se joindre au Groupe conjoint d'experts. Le Groupe s'est réjoui de la prédisposition et de l'engagement du Président de la République par intérim, le général Sékouba Konaté, du Premier Ministre de transition et de toutes les parties prenantes au bon fonctionnement dudit programme. Le Groupe a pris acte de l'engagement de plusieurs partenaires à contribuer à cette réforme et à préconiser une étroite coordination entre eux et la CEDEAO.

9. Le Groupe a exhorté la CEDEAO, l'UA, l'ONU, l'UE et les autres partenaires, en consultation avec le Facilitateur de la CEDEAO et les autorités guinéennes, à s'accorder sur les modalités d'une assistance civilo-militaire pour contribuer à la sécurisation du processus électoral. Dans ce cadre, le Groupe a invité les autorités à introduire dans les meilleurs délais une demande pour la mise en place de missions d'observation électorale internationales.

10. Le Groupe a renouvelé son engagement à recueillir un appui international adéquat pour la relance économique et des réformes institutionnelles globales visant à la consolidation de la démocratie, la réconciliation nationale et du développement socioéconomique. Il a identifié, en particulier, la démilitarisation de l'administration territoriale et la réforme du secteur de la justice comme tâches prioritaires.

11. Le Groupe a salué les efforts en cours, nationaux et internationaux, visant à lutter contre l'impunité et encouragé à nouveau les membres de la communauté internationale à soutenir les efforts de la Guinée dans ce sens.

12. Le Groupe a lancé un appel pressant à toutes les forces politiques impliquées dans le processus de transition pour qu'elles mettent l'intérêt supérieur du pays au-dessus de toute considération partisane, et qu'elles s'abstiennent de tout acte susceptible de semer la division dans la société et de compromettre le processus de transition. Le Groupe a réitéré l'appel lancé lors de sa dernière réunion, demandant à tous les Guinéens de rester unis et de sauvegarder la cohésion nationale durant cette période délicate.

13. En raison des progrès tangibles vers la restauration de l'ordre constitutionnel, le Groupe a invité les organisations qui ont imposé des sanctions individuelles à l'encontre de certains Guinéens, y compris celles relatives aux événements du 28 septembre 2009, à les réexaminer et à envisager la reprise de leur coopération avec la Guinée, en tenant compte de tous les facteurs pertinents.

14. Au cours de l'audience que lui a accordée le Président de la transition, le général de brigade Sékouba Konaté, le Groupe a apprécié l'engagement renouvelé de celui-ci à conduire avec détermination la transition dans les délais fixés par la Déclaration conjointe de Ouagadougou. Dans ce cadre, le Groupe a relevé le processus de mise en place des institutions de la transition, la volonté du Président de rétablir le fonctionnement normal des partis politiques sur l'ensemble du territoire national, d'assurer leur accès aux médias publics, de fixer dans les meilleurs délais la date de l'élection présidentielle et de s'attaquer résolument à la mise en œuvre de la réforme du secteur de la défense et de la sécurité avec l'appui de la communauté internationale.

15. Le Groupe a rendu un hommage mérité à son Coprésident et Président de la Commission de la CEDEAO, le docteur Mohamed Ibn Chambas. Il lui a souhaité plein succès dans ses nouvelles fonctions de Secrétaire général du Groupe des pays ACP. Le Groupe a conféré au docteur Ibn Chambas la distinction de membre honoraire du Groupe et l'a invité à prendre part à sa prochaine rencontre.

16. Le Groupe a décidé de tenir sa prochaine réunion à Conakry, dans la première décade du mois d'avril 2010, après consultation des coprésidents.